

Pages réalisées par JONATHAN NAHMANY

ENTRETIEN

Joël Mergui

« Les juifs ont des projets en France. À nous de les faire vivre »

AJ Réélu en janvier 2022, le président du Consistoire de Paris, en poste depuis 2006, a accordé un grand entretien à *Actualité Juive* où il revient sur les défis de sa nouvelle mandature, en ne manquant pas, par ailleurs, de mettre en garde la communauté juive contre les extrêmes, à quelques semaines du scrutin législatif.

Actualité Juive Quatre mois après votre réélection à la présidence du Consistoire de Paris, dans quel état d'esprit êtes-vous ?

Joël Mergui : Un esprit de responsabilité. Le combat pour notre institution et pour la communauté juive est le combat de ma vie. Avec nos équipes, avec le grand rabbin de Paris, nous nous attelons à la relance de l'activité communautaire nettement ralentie, voire stoppée, par la pandémie. Cette année, lors des festivités de Hanouka ou de Pourim, avons-nous eu le même nombre d'événements comparé à la période d'avant-Covid ? La dynamique n'est pas encore la même. Ma mission et celle de mes équipes exigent de donner envie aux dirigeants et à chaque juif de reprendre le chemin d'une vie communautaire réelle en sortant du faux confort des activités numériques. Cette relance - cours, conférences... - est fondamentale car elle fait partie de l'éthique juive. Elle sera, d'ailleurs, le thème central de notre séminaire annuel



DR

des dirigeants communautaires dans quinze jours. Cette relance est fondamentale pour nos jeunes qui, s'ils n'échangent que par Zoom, ne se rencontreront jamais. Il y a donc

tout un travail de « restimulation » à réaliser.

Où en est-on aujourd'hui ?

J. M. : La crise sanitaire a modifié les

relations humaines. Nous redonnons un nouvel élan grâce à une Commission Jeunesse qui permet la mise en place d'un maximum d'activités favorisant les rencontres d'une part, et recréant un nouveau leadership parmi la jeunesse juive d'autre part. Cela exige néanmoins des moyens humains et financiers qui demeurent insuffisants.

Outre la relance de l'activité communautaire, il y a aussi urgence en matière de relance économique du

MA MISSION ET CELLE DE MES ÉQUIPES EXIGENT DE DONNER ENVIE AUX DIRIGEANTS ET À CHAQUE JUIF DE REPRENDRE LE CHEMIN D'UNE VIE COMMUNAUTAIRE RÉELLE

Consistoire de Paris. Que pouvez-vous nous dire là-dessus ?

J. M. : Effectivement. C'est en toute conscience de cette réalité et en responsabilité que mon équipe s'est portée candidate pour ce travail de relance. Le défi est de taille : le Consistoire de Paris est l'institution fondamentale du judaïsme qui a été la plus touchée par le Covid du fait de la baisse des dons et de la fermeture des synagogues, entre autres. Le Consistoire de Paris, c'est le judaïsme du quotidien. Il n'a donc cessé d'agir dans cette période, en ne recevant, faut-il le rappeler, aucune aide de l'État. Nous nous sommes retrouvés face à nous-mêmes. Cette crise a évidemment aggravé nos dettes mais notre but demeure une relance financière durable et grâce au travail intense de nos équipes, élus et permanents, nous avons résisté en 2021 et nous réussirons bh.

Le Fonds Myriam, qui s'est créé en juillet 2020 à l'initiative de plusieurs fondations, vous aide-t-il en ce sens ?

J. M. : Je tiens à saluer l'initiative extraordinaire du Fonds Myriam et à remercier ses fondateurs. Il était pour moi essentiel de faire comprendre que le Fonds Myriam ne pouvait se créer en excluant l'aide au culte juif. J'ai personnellement défendu cette conviction dès la création du fonds. Nous avons été entendus et le Fonds Myriam s'est penché sur la situation des Consistoires. L'argent de la spoliation, qui a concerné tous les juifs laïques ou religieux, et de la philanthropie juive doit soutenir aujourd'hui toutes les composantes du judaïsme. La laïcité ne peut pas être une entrave au développement du judaïsme. Celui-ci est au cœur de la culture juive et française. Il est donc indispensable que les fondations juives soient actives dans le soutien direct au judaïsme

À CHAQUE FOIS QUE LA COMMUNAUTÉ JUIVE A ÉTÉ LA CIBLE DE VIOLENCES, ELLE EST RESTÉE DIGNE. JE DIS À LA COMMUNAUTÉ QU'ON NE PEUT PAS CÉDER À LA TENTATION DU POPULISME

et à la culture juive, dans le respect des règles. Je demande à l'Etat de trouver les moyens d'entendre cette demande essentielle. Aujourd'hui, je suis satisfait de savoir que tous les acteurs du Fonds Myriam ont compris ce message. Notre plan de relance durable va pouvoir ainsi conduire la modernisation, la transformation numérique et bâtir un Consistoire encore plus agile, plus réactif et plus performant, notamment en termes de cacherout et de services à la communauté.

Que ressentez-vous après la réélection d'Emmanuel Macron pour un second quinquennat ?

J. M. : La défaite des extrêmes est une véritable satisfaction. Cependant, je ne peux que ressentir une grande préoccupation au vu du poids de ces derniers lors du scrutin présidentiel. Les législatives vont-elles confirmer ou pas cette tendance ? Nous le verrons. L'accord entre le Parti socialiste et LFI

m'inquiète tout autant qu'il me heurte.

Était-ce la responsabilité des dirigeants communautaires de prendre position durant la campagne présidentielle ?

J.M. : Depuis que je suis engagé, j'ai connu plusieurs chefs d'État : Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. Auprès des différents gouvernements, j'ai eu à défendre de nombreux sujets comme la sécurité, la laïcité, l'abattage rituel, Israël, l'antisionisme, le port de la kippa, la question des examens le chabbat... La communauté attend qu'on réagisse pour elle. J'ai toujours su interpellier les pouvoirs publics sur les sujets qui concernaient notre communauté et sa vie juive. Il est donc essentiel de dire quels sont, à notre avis, les interlocuteurs avec lesquels le dialogue serait constructif et ceux avec qui cela serait impossible. J'ai toujours dit que de par mon devoir de transparence envers la communauté, si je sentais l'écoute ou la réactivité des pouvoirs publics diminuer, il serait de ma responsabilité d'en informer la communauté. C'est ce que je ferais si cela se produisait.

On vous sent déterminé...

J.M. : La liberté de vote est individuelle et totale, mais celle-ci s'exerce avec l'éclairage des réalités qui nous préoccupent. Dans ce cadre-là, il était fondamental que nous excluions les extrêmes. À chaque fois que la communauté a été la cible de violences, elle est restée digne. Je dis à la communauté qu'on ne peut pas céder à la tentation du populisme. Que notre communauté considère qu'elle n'a pas eu une écoute suffisante ou des réponses à toutes ses questions, c'est légitime. Qu'elle soit déçue sur certaines positions concernant notamment Israël ou Jérusalem, c'est légitime. L'annulation de la dissolution d'associations antisionistes ou la réticence chronique à retenir la circonstance aggravante antisémite sont aussi une vraie angoisse pour les juifs de France. Mais il ne faut pas que ces déceptions se transforment en populisme. C'est mon principal message à la veille du scrutin législatif. Notre communauté reste démographiquement modeste, mais elle mérite d'être écoutée et de pouvoir continuer à jouir pleinement de la liberté religieuse dont elle a toujours respecté les règles. La lutte contre l'islamisme ne doit pas



TRANSMISSION

« Mon père, un grand éducateur »

Joël Mergui, fils du rabbin Yaacov Mergui, décédé le 28 mars dernier à l'âge de 92 ans (Actu J n° 1638), est revenu au cours de notre entretien sur la grandeur de son père. « Il était à la fois mon père, mon maître, mon guide qui m'a initié à la responsabilité communautaire. J'entretenais avec lui un rapport quasi quotidien au sujet de la vie juive. C'était

un grand éducateur. Il a commencé à enseigner dès l'âge de 13-14 ans. Ses élèves se comptent par milliers, de Meknès à Montrouge en passant par Boulogne, Nice ou encore Savigny. C'était un bâtisseur, un fonceur, même quand il se trouvait en chaise roulante durant les derniers mois de sa vie. Un modèle de persévérance et de tolérance.

Il m'a donné le sentiment que lorsqu'on voulait atteindre quelque chose, on arrivait à l'atteindre. Si je ne l'avais pas accompagné dans le projet de construction de l'école de Montrouge, jamais je n'aurais eu le courage de tenter, trente ans après, l'aventure du CEJ. C'est grâce à lui que je me suis lancé et que j'y suis arrivé ».

exiger de concessions de la part des juifs de France. Ce serait un renoncement aux principes mêmes de la République. Je refuse que le judaïsme soit vu comme une œuvre du musée de la nation. Il doit être vivant et plein de projets. Je ne transigerai jamais sur ce point. Nous avons de nombreux projets pour l'avenir. Nous attendons du président de la République et du futur gouvernement qu'ils soient par leurs engagements des garants actifs de ces projets qui sont le témoignage de l'avenir des juifs dans notre pays. Si la communauté juive renonçait à ses projets, la France devrait s'inquiéter de son avenir.

Le candidat Éric Zemmour, un temps annoncé finaliste dans les sondages, n'a finalement récolté que 7,1 % des suffrages mais a séduit de nombreux juifs de France. Cette séquence va-t-elle, d'après vous, laisser des traces ?

J.M. : Il y a effectivement eu un débat interne sur ce sujet au sein de la communauté. Il a été éphémère mais il interroge. Cela traduit aussi en creux que la communauté juive est touchée par de véritables problèmes. La solution n'est pas dans les extrêmes. Ce ne sont pas nos valeurs.

Ramener dans le giron communautaire les juifs éloignés fait aussi partie de vos priorités. Comment comptez-vous procéder ?

J.M. : Pour mon père, zl, c'était l'engagement d'une vie. Je l'ai vu s'occuper de jeunes quelques jours avant leur bar-mitzva, ce qu'il appelait « SOS bar-mitzva ». Ces mêmes jeunes qui se sont retrouvés plus tard rabbins. Il faut arriver à être au contact des gens, à se rapprocher d'eux. Je crois tellement à la beauté de notre message qui ne peut laisser personne indifférent. Même dans les moments les plus difficiles de notre histoire, notre religion n'a pas failli et n'a pas dérivé. Nous devons redonner à tout le monde la fierté de notre message religieux.

La communauté juive de France est la plus importante d'Europe. Croyez-vous qu'elle soit suffisamment attractive, qu'elle suscite assez d'engagement parmi ses membres ?

J. M. : Le manque est évident. Une partie des militants les plus fervents sont partis en Israël ou sont pris par des préoccupations personnelles. La crise du bénévolat et de l'engagement est évidente. Cela fait partie de notre mission de redonner envie, de former...

MÊME DANS LES MOMENTS LES PLUS DIFFICILES DE NOTRE HISTOIRE, NOTRE RELIGION N'A PAS FAILLI ET N'A PAS DÉRIVÉ. NOUS DEVONS REDONNER LA FIERTÉ DE NOTRE MESSAGE RELIGIEUX

Comment le Consistoire central et le Consistoire de Paris travaillent-ils ensemble ?

J.M. : J'ai créé un modèle auquel je crois qui est basé sur l'unité du Consistoire de Paris et du Consistoire central. Je ferai tout pour que ce projet de synergie entre les deux entités se maintienne. Je sais que mes amis de province n'oublient pas le soutien qu'a apporté le Consistoire de Paris au central pendant des décennies. Je laisse un Consistoire central reconnu, respecté et aux fondations financières solides. Il a tous les moyens nécessaires pour réussir sa mission.

Que vous inspire la guerre en Ukraine dont on ne voit pas le bout ?

J.M. : Tout le monde libre apporte son soutien à l'Ukraine. La situation est préoccupante. Notre monde s'est fragilisé. C'est une guerre qu'il faut absolument gagner pour l'Histoire et pour la liberté.

Vous avez créé, en 2006, la cérémonie de bénédiction des olim. Le fait de voir des juifs de France partir en Israël, chaque année, représente-il une source d'inquiétude ?

J. M. : Ceux qui partent manquent. J'ai la responsabilité d'accompagner

LE MOUVEMENT SORTANT DE L'ALYAH NOUS STIMULE POUR TROUVER UN MOUVEMENT ENTRANT DE TOUS CEUX QUI SONT ÉLOIGNÉS DE LA COMMUNAUTÉ



les juifs dans leurs souhaits. Parallèlement, nous avons investi dans l'avenir du judaïsme français avec de nombreux projets, tels que le CEJ mais aussi dans les communautés du XVII^e, de Courbevoie, de Créteil, de Sarcelles, de Neuilly, de Boulogne, de Meaux... Ce n'est pas contradictoire. J'ai des enfants qui vivent en Israël, d'autres en France, à l'image de beaucoup de nos coreligionnaires. Ce n'est pas inquiétant. Nous devons composer avec cette réalité. Il y a des dizaines de milliers de juifs en France qui n'évoluent pas dans la sphère communautaire. Le mouvement sortant de l'Alyah nous stimule pour trouver un mouvement entrant de tous ceux qui sont encore éloignés. On se doit de les reconquérir. Les juifs ont des projets en France. À nous de les faire vivre.

Qu'en est-il des liens du Consistoire avec Israël ?

J. M. : Israël fait partie de l'ADN du judaïsme français. Son engagement à nos côtés est essentiel pour lutter contre l'antisémitisme, l'assimilation et pour l'identité juive. Yom Yerushalayim, dans quelques jours, est une des fêtes que j'ai toujours souhaité marquer dans

nos synagogues. Il est important de rappeler l'histoire juive de Jérusalem et sa centralité dans le monde juif. C'est fondamental d'être à l'aise en disant que Jérusalem est la capitale éternelle du peuple juif et de l'État d'Israël. Je demande d'ailleurs clairement que la position de la France évolue dans ce sens.

Au moment où nous nous parlons, nous sommes place de Jérusalem, dans les bureaux du Centre européen du judaïsme, inauguré à Paris en octobre 2019. Sa dynamique est-elle à la hauteur du standing du lieu ?

J. M. : Le CEJ est une structure naissante inaugurée seulement quelques mois avant le déclenchement du Covid en France. Nombre d'activités se sont déjà mises en place avec une belle programmation. Ce lieu devient progressivement un endroit de rayonnement incontournable pour l'ensemble du judaïsme francilien et au-delà.

Un mot enfin sur l'important patrimoine synagogal du Consistoire.

J. M. : Le Consistoire de Paris dispose du plus grand patrimoine synagogal d'Europe, riche d'une centaine de lieux de culte avec aussi de nouvelles constructions réalisées ces dernières années. Ces lieux, nous les avons rénovés, embellis, mis aux normes, sécurisés. Il va falloir poursuivre sur notre lancée... Avec la crise des dons et du bénévolat, j'invite les donateurs à être attentifs à la transparence des structures et à la propriété des locaux associatifs qui abritent les activités. Ces locaux doivent appartenir à des associations et non à des personnes privées. ■